

Petite leçon d'urbanisme à l'usage des dictateurs soucieux d'éviter les révolutions



Des rues étroites barricadées au centre de Paris aux grandes places de Tian'Anmen, du Caire ou de Kiev, la ville a toujours servi de lieu de rassemblement pour les manifestations populaires. Mais ces insurrections ont eu des destins parfois très différents.

Avec Patrice de Moncan

Atlantico : Les récentes révoltes, de celles qui ont pris place lors du Printemps Arabe aux batailles de Kiev, ont démontré une fois de plus l'importance de l'urbanisme sur ce genre d'événements. Prenons simplement l'exemple des Maïdans : ce mot qui signifie « place » désigne également les résistants au régime de Victor Ianoukovitch. Quel est donc l'impact de l'urbanisme sur les révoltes populaires ?

Patrice de Moncan : La ville – l'urbs – est le lieu de la manifestation populaire. Où cela pourrait-il être ailleurs puisque c'est elle qui concentre la foule ? Aussi les places, les grandes avenues, les larges boulevards ont toujours servi de lieu de rassemblement aux manifestations populaires. L'Agora chez les Grecs puis le Forum dans la Rome antique. Aujourd'hui les grandes place du Caire, de Kiev... et pas si loin de nous, Tian'Anmen à Pékin.

Mais ce sont aussi les lieux où les mouvements populaires sont le plus aisément réprimés par le pouvoir. Il suffit que les forces de l'ordre encerclent la place pour que les manifestants soient pris comme dans un étau sans possibilité de fuite. Et l'on assiste alors fréquemment à un inévitable affrontement qui laisse souvent sur le pavé de nombreuses victimes, d'un côté comme de l'autre.

Au XIXe siècle, lors des nombreuses révoltes que connut Paris, les Parisiens utilisaient de préférence les rues étroites du centre où ils dressaient des barricades derrière lesquelles ils espéraient se protéger des balles de l'armée, rempart dérisoire comme aujourd'hui en Ukraine ou lors du « Printemps arabe ».

À l'origine toutes les places sont conçues pour créer un lieu où le pouvoir fait la démonstration de sa puissance et de sa force, objectif qui se situe à l'opposé de l'usage qu'en font ces révolutionnaires. Elles sont, par excellence, le lieu des défilés militaires. Nous pensons à celui de la Place Rouge à Moscou, comme à celui du 14 juillet en France qui se déroule sur les Champs-Élysées, entre deux des plus fameuses places de Paris, celle de l'Étoile et celle de la Concorde. Et il en va de même partout dans le monde les jours de fêtes nationales.

Les villes européennes, à la suite de Paris, ont repensé leur urbanisme au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Peut-être à des fins sécuritaires ? Quels modèles d'urbanisme seraient les mieux adaptés pour y parvenir ? Comment transformations urbaines ont-elles été mises en pratique dans l'Histoire ? À quelles occasions ont-elles vraiment muselé le peuple ?

Il ne me semble pas que la victoire des révolutionnaires ou leur défaite passent par une organisation spécifique de l'urbanisme, même si bien sûr, ces troubles éclatent essentiellement dans les villes. Les rapports de force et de nombre entre les belligérants sont primordiaux. Nous restent des images fortes de ces affrontements entre le peuple et le pouvoir qui ont souvent eu lieu sur les places et les grands boulevards. On se souvient de la furia bolchevique lors de la révolution russe sur l'immense place, face au Palais impérial de l'Hermitage à Saint-Petersbourg, comme des opposants debout face aux chars de l'armée chinoise place Tian'anmen. Dans les deux cas les émeutes virent le jour sur les grandes places... mais s'achevèrent bien différemment.

Dans la vieille Europe comme ailleurs, les aménagements urbains au cours des siècles n'ont pas toujours été réalisés dans le seul but de la défense du pouvoir. **Les travaux de Paris sous le Second Empire avaient pour ambition principale de rendre la ville hygiénique et viable.** Mais il est évident que l'idée de défense du pouvoir ne pouvait être ignorée, plus particulièrement dans cette capitale qui était alors la plus insurrectionnelle au monde.

Sans ces réformes et ces reconstructions des Villes, celles-ci ne connaîtraient sans doute pas l'ensemble des aménagements récents et des infrastructures modernes dont on dispose aujourd'hui. Dans quelle mesure est-il possible de faire bouger une cité avec l'accord de ses habitants ? Dans quelle mesure peut-on parler de compatibilité entre urbanisme et démocratie participative ?

Vous posez là une question à la fois nouvelle et essentielle **d'urbanisme et la démocratie peuvent-ils faire bon ménage ?** Question nouvelle en effet car, jusqu'au XXe siècle, l'aménagement des villes était principalement le fait des princes et des puissants. Le peuple n'y était associé qu'à travers le travail que ces travaux procuraient, mais il n'avait en aucun cas voix au chapitre. En Europe, cet état de fait était encore en vigueur quasiment jusqu'à la Seconde Guerre mondiale... et encore ! Les Villes Nouvelles créées en France dans les années 1960/1970 sont le fait du désir souverain du Président de la République Charles de Gaulle. Alors qu'il survolait la banlieue de Paris, il s'adressa à Delouvrier, le Délégué général au district de la région de Paris qui l'accompagnait en lui disant : « Vous allez me remettre de l'ordre dans ce bordel ! » Une somme de lois et de règlements qui ne permettait à personne d'autre que l'Établissement Public d'Aménagement (EPA), créé pour chacune des villes, d'interférer dans l'acquisition des terrains (alors gelés), comme dans les choix urbains réalisés. En Roumanie Nicolae Ceausescu, le "Conducator" de la Roumanie, s'est-il jamais intéressé aux volontés de son peuple, quand, profitant d'un terrible tremblement de terre qui ravagea Bucarest en 1977, il modifia totalement les plans de la ville et fit dresser son pharaonique Palais du Peuple, deuxième plus grand bâtiment au monde après le Pentagone ?

Et que dire de la ville de Chandigarh en Inde que Nerhu commandita en 1951 à Le Corbusier et dont le plan général d'urbanisme fut réalisé en quatre jours, et approuvé en à peine plus de temps ? Même absence de démocratie lors de la création de Brasilia, réalisée sous l'impulsion du Président social-démocrate Kubitschek, inaugurée en avril 1960, et dont les premiers bâtiments et infrastructures furent construits en seulement 1 000 jours, tout cela dans des conditions effroyables pour les ouvriers, avec des journées de travail de 18 heures.

Mais, de cette absence de démocratie, il en fut toujours ainsi en matière d'urbanisme dans les siècles précédents.Toutes les grandes œuvres architecturales et urbaines sont dues à la volonté des Rois, Empereurs, Princes, Présidents, tyrans ou dictateurs,... Le château de Versailles, la pyramide de Louxor, le Colisée de Rome, Buckingham Palace et la City de Londres, le Louvre et le centre de Paris, le Parthénon d'Athènes, etc. Tout ce qui fut construit jusqu'au XXe siècle le fut sans démocratie.

Nous touchons là l'un des problèmes essentiels rencontrés par tous les urbanistes et les architectes du monde occidental actuel. La volonté de faire, et de faire vite aujourd'hui, s'oppose très fréquemment à la démocratie qu'on ne pourra pourtant plus ignorer. D'autant que la démocratie en matière d'urbanisme est véritablement « participative ». Pas un projet d'immeubles, pas un plan de restructuration d'un quartier d'une ville sans la création de comités de quartier, d'enquêtes publiques obligatoires, et avec tout cela, le droit légitime de chaque citoyen au recours quand le projet peut nuire à ses propres intérêts. On découvre de plus, depuis quelques années, une véritable dérive mafieuse de cette possibilité donnée aux recours que Cécile Duflot, la ministre actuelle du logement, par une ordonnance récente, tente de contenir. Mariage de raison que celui de l'urbanisme et de la démocratie, que tous les politiques et les édiles se doivent d'apprendre à présent.

Aujourd'hui, l'urbanisme est devenu un élément phare des programmes aux élections. Peut-on, pour autant, parler de l'urbanisme comme d'une véritable arme politique ?

Bien sûr, l'urbanisme s'étant démocratisé, les élections se faisant au suffrage universel, il est évident qu'il s'invite à présent lors de chaque scrutin, entraînant, avec lui le problème du logement. Le programme urbain des candidats invite chaque électeur à repenser son futur cadre de vie (moyens de transports, écoles, commerces, voirie, crèches, hôpitaux, etc). Leur vision du logement concerne directement le niveau de vie de l'électeur (loyers, charges et prix de vente) qui représentent entre 20% et 40% des dépenses des ménages suivant leur âge, le type de logement, locatif ou en acquisition – et la région).

C'est aussi une véritable arme électorale en ce sens que le maire dispose à sa guise des permis de construire. Suivant qu'il fera plus ou moins de logements sociaux ou de logements du secteur privé, il pourra modifier très sensiblement son électorat. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'une ville, associé au Coefficient d'Occupation des Sols (COS) peuvent être utilisés comme moyens de structuration de l'électorat à plus ou moins long terme.